

**FRANCE, FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY
and
LUXEMBOURG**

**Agreement on flood warning for the catchment basin of the
Moselle. Concluded at Trier on 1 October 1987**

Authentic texts: French and German.

Registered by France on 6 June 1988.

**FRANCE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
et
LUXEMBOURG**

**Accord relatif à l'annonce des crues dans le bassin versant de la
Moselle. Conclu à Trèves le 1^{er} octobre 1987**

Textes authentiques : français et allemand.

Enregistré par la France le 6 juin 1988.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG RELATIF À L'ANNONCE DES CRUES DANS LE BASSIN VERSANT DE LA MOSELLE

Le Gouvernement de la République française,

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne,

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Désireux d'approfondir la coopération entre pays voisins dans la gestion de la Moselle et de la Sarre,

Ayant l'intention d'assurer une meilleure protection contre les crues pour les riverains de la Moselle et de la Sarre,

Désireux de prendre des mesures communes visant à améliorer le service d'information sur le niveau des eaux et d'annonce des crues dans le bassin de la Moselle,

Vu le Traité de limites entre les Pays-Bas et la Prusse, signé à Aix-La-Chapelle le 26 juin 1816²,

Vu le Traité de limites entre les Pays-Bas et la France, signé à Courtrai le 28 mars 1820³,

Vu la Convention entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, signée à Luxembourg le 27 octobre 1956, et notamment son article 56,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties au présent Accord conviennent d'instaurer un système automatique d'information sur le niveau des eaux dans le bassin de la Moselle. Ce système a pour but d'améliorer l'annonce des crues de la Moselle et de la Sarre, notamment sur leurs sections aval.

Il est décidé d'installer en territoire français six stations limnimétriques automatiques à :

— Epinal sur la Moselle,

— Damelevières sur la Meurthe,

— Custines sur la Moselle,

— Metz sur la Moselle,

— Uckange sur la Moselle,

— Wittring sur la Sarre,

et un poste de retransmission dans le bâtiment de l'écluse d'Apach.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1987 par la signature, conformément à l'article 10.

² *British and Foreign State Papers*, vol. 3, p. 720.

³ *Ibid.*, vol. 55, p. 395.

Article 2

Les frais de construction, de renouvellement, de modification, de réparation, d'envergure, de maintenance, d'exploitation, d'entretien, de redevances éventuelles et tous autres frais afférents au maintien du bon fonctionnement sont répartis selon les bases ci-après :

Sont à la charge du Gouvernement de la République française :

- Le génie civil des stations et les voies d'accès;
- L'alimentation électrique et le chauffage;
- Les échelles limnimétriques, limnigraphes et instrumentations annexes;
- Les codeurs angulaires et les alimentations de secours sur batterie pour les stations de Damelevières, Custines et Uckange.

Sont à la charge commune du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, dans la proportion de 37 à 447, à l'exception toutefois des éléments ci-dessous de la station de Wittring sur la Sarre qui sont à charge exclusive de la République fédérale d'Allemagne :

- Les ordinateurs-enregistreurs, répondeurs vocaux, indicateurs des valeurs mesurées, y compris accessoires et logiciels de gestion des stations, les lecteurs spéciaux capables de lire les données enregistrées;
- Les systèmes de transmission numériques et vocaux, y compris leurs accessoires, et les raccordements aux réseaux de télécommunications;
- Le logiciel d'interrogation des stations, sous une forme indépendante des appareils et de leur système d'exploitation, pour l'interrogation par les centraux en République fédérale d'Allemagne, en République française et au Grand-Duché de Luxembourg, en un exemplaire pour chaque pays;
- Les codeurs angulaires et les alimentations de secours sur batterie pour les stations de Metz, Epinal et Wittring.

Le soin de l'exécution de la part portée par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en application du précédent paragraphe, et comprenant aussi bien la première installation que la maintenance et l'entretien courant, est confié au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Les modalités d'application entre la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg feront l'objet entre ces deux Gouvernements, d'un accord bilatéral qui ne saurait porter préjudice à l'application du présent Accord.

Les frais éventuels non compris dans l'énumération ci-dessus sont supportés par les trois Parties selon une clef de répartition à définir dans chaque cas particulier.

Article 3

Les équipements de télétransmission de données sont à concevoir de façon à permettre aux représentants agréés de chaque Partie contractante de s'informer des niveaux des eaux.

Les données sous forme vocale sont fournies par les stations en langues française et allemande.

Pour la télétransmission sous forme numérique, le logiciel prévu pour l'interrogation des stations par les postes centraux sera à disposition des trois Parties contractantes.

Les raccordements aux réseaux de télécommunications nécessaires à la télétransmission des données sous forme vocale et numérique sont établis au nom de la Direction des Voies Navigables et de la Navigation de la région Sud-Ouest à Mayence.

Article 4

Les Parties contractantes conviennent que tous les appareils mentionnés à l'article 2 et leurs accessoires restent la propriété de la Partie ou des Parties qui en ont assumé le financement.

Le Gouvernement de la République française, en tant que propriétaire des bâtiments abritant les stations limnimétriques, autorise les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Grand-Duché de Luxembourg à installer tous les appareils nécessaires à l'acquisition et à la télétransmission des données.

Afin de permettre la construction, le renouvellement, la modification, la réparation d'envergure, la maintenance, l'exploitation, et l'entretien, les personnes habilitées à cet effet par les administrations respectives ont accès à l'ensemble des installations.

Article 5

Il est créé un comité technique composé notamment des représentants des administrations ci-après désignées :

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

- La Direction des Voies Navigables et de la Navigation de la région Sud-Ouest à Mayence;
- L'Office de la Gestion des eaux du Land Rhénanie-Palatinat;
- L'Office de la Protection de l'Environnement — Protection de la Nature et Gestion des Eaux — du Land de la Sarre.

Pour le Gouvernement de la République française :

- Le Service de la Navigation de Nancy pour la Moselle et le Service de la Navigation de Strasbourg pour la Sarre.

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

- Le Service de la Navigation du Ministère des Transports et la Division des Eaux de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Ce comité se réunit en tant que de besoin à la demande de l'une des administrations. Il peut décider de se réunir périodiquement.

Dans un rapport technique, il décide les détails nécessaires à l'exécution du présent Accord.

Sa compétence porte en outre sur la gestion du système automatique d'information sur le niveau des eaux dans le bassin de la Moselle qui fait l'objet du présent Accord. Il peut décider notamment, sous réserve qu'il vise à améliorer ce système :

- D'actualiser le rapport technique;

- De modifier ou compléter le matériel;
- De déléguer à une ou plusieurs des personnes habilitées, visées à l'article 4, certaines tâches de la compétence du comité;
- De déplacer ou reconstruire une ou plusieurs stations limnimétriques de transmission.

Ce comité peut par ailleurs faire aux Gouvernements des propositions allant au-delà des tâches désignées ci-dessus, notamment quant à la transmission de paramètres supplémentaires à partir des installations existantes.

Les décisions de ce comité sont prises à l'unanimité. Ces décisions n'engagent les Parties contractantes que dans la limite des compétences des administrations gestionnaires, notamment en matière budgétaire.

Article 6

Les Services de la Navigation de Nancy et de Strasbourg contrôlent chaque mois le bon fonctionnement des stations limnimétriques.

Les contrôles portent essentiellement sur la correspondance entre la hauteur d'eau lue à l'échelle et celle qui est enregistrée par la station automatique. Les agents chargés du contrôle effectuent les corrections éventuellement nécessaires et les consignent dans un carnet de contrôle. Ce personnel est instruit à cet effet par la Direction des Voies Navigables et de la Navigation de la région Sud-Ouest.

Des contrôles bihebdomadaires sont effectués sur les six stations mentionnées à l'article 1^{er} dès le dépassement du seuil du préalerte à la station de Custines (2,15 m).

Si l'une des administrations désignées à l'article 5 constate un mauvais fonctionnement de la télétransmission des données, elle en informe sans délai les autres administrations concernées. Les détails de cette information sont déterminés par le comité technique.

Les services de la Navigation de Nancy et de Strasbourg signalent tout phénomène susceptible de modifier les valeurs mesurées ou d'influer sur elles, corrigent au plus tôt les données défectueuses et communiquent les données manquant dans les séries de mesures, dans la limite de leurs possibilités.

Chaque Partie contractante apprécie la validité des données transmises par les stations automatiques, ou des renseignements qu'elles se fourniront mutuellement.

Article 7

Les mesures convenues dans le présent Accord doivent permettre au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg d'obtenir les données enregistrées aux stations limnimétriques mentionnées à l'article 1^{er}, par voie directe et par l'intermédiaire du central de Trèves. Les données enregistrées à la station limnimétrique de Perl/Moselle sont mises à la disposition du Grand-Duché de Luxembourg par l'intermédiaire du central de Trèves.

Article 8

Les Parties contractantes s'efforceront d'améliorer le système d'annonce des crues pour la Moselle et la Sarre en établissant leurs propres modèles

mathématiques de prévision des crues et en échangeant des informations sur les modèles qui devront être mis en place à l'avenir.

Article 9

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux Gouvernements de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 10

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Trèves, le 1^{er} octobre 1987, en trois originaux, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

[*Signé — Signed*]²

[*Signé — Signed*]³

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

[*Signé — Signed*]⁴

¹ Signé par Alain Carignon — Signed by Alain Carignon.

² Signé par Klaus Topfer — Signed by Klaus Topfer.

³ Signé par Wiegand Pabsch — Signed by Wiegand Pabsch.

⁴ Signé par Marcel Schlechter — Signed by Marcel Schlechter.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY, AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG ON FLOOD WARNING FOR THE CATCHMENT BASIN OF THE MOSELLE

The Government of the French Republic,

The Government of the Federal Republic of Germany,

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg,

Desiring to expand cooperation between neighbouring countries with respect to the management of the Moselle and the Saar Rivers,

Wishing to provide persons living along the Moselle and the Saar Rivers with better protection against floods,

Desiring to take joint measures to improve water level information and flood warning services in the catchment basins of the Moselle,

Bearing in mind the Frontier Treaty between the Netherlands and Prussia signed at Aachen on 26 June 1816,²

Bearing in mind the Frontier Treaty between the Netherlands and France signed at Courtrai on 28 March 1920,³

Bearing in mind the Convention between the Federal Republic of Germany, the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg concerning the canalization of the Moselle, signed at Luxembourg on 27 October 1956, and in particular article 56 thereof,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties to this Agreement agree to install an automatic information system to report water levels in the Moselle basin. This purpose of this system is to improve flood warnings along the Moselle and Saar Rivers, particularly along their downstream sections.

It has been decided that six automatic water-level measurement stations should be established on French territory at:

- Epinal on the Moselle,
- Damelevières on the Meurthe,
- Custines on the Moselle,
- Metz on the Moselle,
- Uckange on the Moselle,

¹ Came into force on 1 October 1987 by signature, in accordance with article 10.

² Herstlet, *The Map of Europe by Treaty*, vol. 1, p. 451.

³ *Ibid.*, p. 624.

— Witting on the Saar,

and that a retransmission post should be established in the Apach flood gate building.

Article 2

The costs of construction, renovation, alterations, large-scale repairs, maintenance, operation servicing and any water rates and all other costs incurred to ensure the proper functioning of the stations shall be allocated as follows:

The Government of the French Republic shall defray the costs of:

- Public works at the stations and access roads;
- Electricity supply and heating;
- River gauges and water-level recorders and related instruments;
- Shaft position encoders and emergency battery systems for the stations at Damelevières, Custines and Uckange.

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Federal Republic of Germany shall be responsible in a proportion of 37 to 447 for the costs of the following items, with the exception of those at the Witting station on the Saar, which shall be the sole responsibility of the Federal Republic of Germany:

- Computerized recorders, voice response units, measurement indicators, including accessories and station management software, special reading devices capable of reading the recorded data;
- Digital and voice transmission systems, including accessories, and hook-ups to telecommunications networks;
- Station inquiry software, which shall be independent from the software used for the devices and from their operating system, for retrieval via central telephone lines in the Federal Republic of Germany, France and the Grand Duchy of Luxembourg, each of which shall receive one copy;
- Shaft position encoders and emergency battery systems for the stations at Metz, Epinal and Witting.

The execution of the work which is the responsibility of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to the foregoing paragraph, including the initial installation and the ongoing maintenance and servicing, shall be entrusted to the Government of the Federal Republic of Germany. The modalities for the application of the foregoing by the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg shall be the subject of a bilateral agreement between the two Governments which shall not prejudice the implementation of this Agreement.

Any further costs not included in the foregoing list shall be shared by the three Parties in accordance with a schedule to be established on a case-by-case basis.

Article 3

Remote data transmission equipment shall be designed so as to allow accredited representatives of each Contracting Party access to information about water levels.

Voice data shall be provided by the stations in the French and German languages.

The station inquiry software to be used by the central telephone exchanges for remote digital data transmission shall be available to the three Contracting Parties.

The hook-ups to telecommunications networks required for voice and remote digital data transmission shall be established on behalf of the South-West Regional Office for Navigable Waterways and Navigation at Mainz.

Article 4

The Contracting Parties agree that all the equipment mentioned in article 2, as well as any accessories thereto, shall remain the property of the Party or Parties responsible for financing them.

The Government of the French Republic, as the owner of the buildings in which the water-level measurement stations are located, authorizes the Governments of the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg to install any equipment required for the collection and remote transmission of data.

Personnel assigned by the respective authorities to work on construction, renovation, alterations, large-scale repairs, maintenance, operation and servicing shall be allowed access to all the installations.

Article 5

A Technical Committee shall be established, composed of representatives of the following authorities:

In the case of the Government of the Federal Republic of Germany:

- The South-West Regional Office for Navigable Waterways and Navigation at Mainz;
- The Office for the Management of Waterways of Rheinland-Pfalz;
- The Office for the Protection of the Environment — Nature Conservation and Water Management — of the Saarland.

In the case of the Government of the French Republic:

- The Department of Navigation at Nancy, in the case of the Moselle, and the Department of Navigation at Strasbourg, in the case of the Saar.

In the case of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

- The Department of Navigation of the Ministry of Transport and the Waterways Division of the Highways Administration.

The Committee shall meet as necessary at the request of one of the authorities. It may decide to hold periodic meetings.

The Committee shall work out the details necessary for the implementation of this Agreement in a technical report.

The Committee shall also be responsible for managing the automatic information system for reporting water levels in the Moselle basin which is the subject of this Agreement. The Committee may, with a view to improving the system, decide, *inter alia*, to:

- Update the technical report;
- Modify the equipment or add additional equipment;
- Delegate some of its responsibilities to one or more of the authorized persons referred to in article 4;
- Move or reconstruct one or more of the water-level measurement transmission stations.

The Committee may also submit to the Governments proposals going beyond the tasks specified above, in particular, with respect to the transmission of additional information from existing installations.

The decisions of the Committee shall be unanimous. Its decisions shall be binding on the Contracting Parties only in respect of the areas of competence of the responsible administrative authorities, particularly with respect to budgetary matters.

Article 6

The Departments of Navigation at Nancy and Strasbourg shall inspect the water-level measurement stations each month to ensure that they are functioning properly.

Inspections shall focus primarily on a comparison of the water-level reading on the gauge with that recorded by the automatic station. The officials carrying out the inspection shall make any necessary corrections and enter them in an inspection record book. These officials shall receive their instructions from the South-West Regional Office for Navigable Waterways and Navigation.

Biweekly inspections shall be conducted at the six stations mentioned in article 1 as soon as the early-warning mark at the Custines station (2.15 m) has been reached.

If one of the authorities designated in article 5 notes that the remote data transmission system is malfunctioning, it shall so inform the other authorities concerned without delay. The modalities for the transmission of this information shall be worked out by the Technical Committee.

The Departments of Navigation at Nancy and at Strasbourg shall, in so far as they are able, report any development likely to alter or to affect the measured readings, shall correct the defective data as soon as possible and shall report any data missing from the series of measurements.

Each Contracting Party shall recognize the validity of the data transmitted by the automatic stations and of the information which they will provide to one another.

Article 7

The provisions agreed upon in this Agreement should enable the Government of the Grand Duchy of Luxembourg to obtain the data recorded at the water-level measurement stations mentioned in article 1, directly and via the Trier central telephone system. The data recorded at the Perl/Moselle water-level measurement station shall be made available to the Grand Duchy of Luxembourg via the Trier central telephone system.

Article 8

The Contracting Parties shall endeavour to improve the flood warning system for the Moselle and Saar Rivers by devising their own mathematical models for forecasting flooding and by exchanging information on any models which may be established in the future.

Article 9

This Agreement shall also apply to *Land Berlin* unless the Government of the Federal Republic of Germany addresses to the Governments of the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg a declaration to the contrary within three months from the date of entry into force of this Agreement.

Article 10

This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

DONE at Trier, on 1 October 1987, in three original copies in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

[ALAIN CARIGNON]

For the Government of the Federal Republic of Germany:

[KLAUS TOPFER]

[WIEGAND PABSCH]

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

[MARCEL SCHLECHTER]
